

Parer l'onde de choc russe sur l'alimentation mondiale

Vue en plein écran



Des épis de blé dans un champ, près du village de Hrebeni, dans la région de Kiev, en 2020. ©REUTERS

[FRÉDÉRIC ROHART](#)

19 mars 2022 17:30

Alors que la guerre en Ukraine va aggraver la faim dans le monde, l'Europe débat de l'assouplissement de ses règles environnementales pour doper la production.

Aux images insoutenables des crimes de la Russie de Poutine, va-t-on voir se superposer celles des **famines que l'invasion de l'Ukraine provoquerait** dans des pays vulnérables? Le **cri d'alarme** a été lancé lundi par le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, **mettant en garde contre "un ouragan de faim" et "l'effondrement" du système alimentaire**, quand deux des principaux exportateurs agricoles du monde sont en guerre. Pour limiter les dégâts, **l'Europe cherche à doper sa production** et débat d'un assouplissement de certains objectifs environnementaux.

La catastrophe alimentaire touche d'abord l'Ukraine, qui a **suspendu le 5 mars ses exportations** d'une série de denrées, alors que **les infrastructures de transport et de stockage sont détériorées** et que les villes assiégées souffrent de pénuries de nourriture et d'eau. Le pays, dont les terres noires ("tchernoziom") sont parmi les plus fertiles au monde, était avant la guerre l'un des plus importants exportateurs de céréales, **totalisant 6% des parts de marché mondiales de calories alimentaires**. À elles seules, l'Ukraine et la Russie représentaient avant la guerre 53% du commerce mondial d'huile de tournesol et 27% de celui de blé.

Le blocage des ports ukrainiens menacés par la marine russe réduit les possibilités de commerce à peau de chagrin. Selon le bureau d'analyse Sovecon, spécialisé sur le blé de la mer Noire, **les exportations ukrainiennes dépendent désormais du rail et sont limitées à 20.000 tonnes par jour**. Et les perspectives à moyen terme sont sinistres. Alors que la saison des semis commence, la prochaine campagne de récolte s'annonce très compromise: "Ça va être les semis de printemps : pour le tournesol et les pommes de terre, c'est maintenant. **La prochaine campagne agricole ukrainienne ne sera pas brillante**", indique Philippe Burny, professeur de politique et économie agricoles à Gembloux Agro-Bio-Tech.

LIRE AUSSI

Les 10 produits du quotidien impactés par la guerre en Ukraine

Vue en plein écran

Après une interruption, **la Russie de son côté a graduellement commencé à reprendre ses exportations de blé de la mer Noire**. Mais l'impact des sanctions et autres restrictions occidentales sur la production russe est aussi un point d'incertitude. **Le conglomérat allemand Bayer**, gros fournisseur de traitement pour cultures, a indiqué qu'il assurerait les livraisons à la Russie pour cette saison, mais a **conditionné leur poursuite l'an prochain à l'arrêt des attaques russes** contre l'Ukraine.

La faim qui s'annonce

Dans un contexte déjà largement inflationniste, le désastre pousse les cours des denrées agricoles à la hausse, sous l'effet conjugué de facteurs objectifs et psychologiques. **L'augmentation des prix touche d'abord les plus vulnérables**: le Programme alimentaire mondial, chargé de leur venir en aide, voit le coût mensuel de ses opérations exploser et s'est déjà vu **forcé de réduire les rations aux réfugiés** et autres populations vulnérables en Afrique de l'Est et du Proche-Orient. Les pays les plus vulnérables aux soubresauts du cours du blé sont selon l'organisation l'Afghanistan, l'Éthiopie et la Syrie. Et **les annulations de livraisons depuis le port d'Odessa affecteront en premier lieu l'Afrique de l'Ouest**.

KRISTALINA GEORGIEVA
DIRECTRICE GÉNÉRALE DU FMI

"La guerre en Ukraine signifie la faim en Afrique", a résumé la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva. Sur ce continent, dix-sept États dépendent de l'Ukraine et de la Russie pour plus de la moitié de leurs importations de blé, socle du régime alimentaire. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la FAO, s'attend à ce que cette crise **augmente le nombre de personnes sous-alimentées dans une fourchette allant 7,6 à 13,1 millions de**

personnes en 2022-2023. "Le risque de troubles sociaux, de pénuries alimentaires et de récessions induites par l'inflation ne peut être écarté", estime de son côté la **Cnuccd** (organe subsidiaire de l'ONU).

Un dangereux réflexe

Toute dramatique que soit la situation, Philippe Burny relativise le risque "d'effondrement" du système alimentaire, excessif selon lui, dans la mesure où le déficit de production peut être facilement compensé sur les marchés mondiaux. "C'est plus psychologique qu'autre chose: **si demain vous éliminez l'Ukraine des statistiques mondiales d'exportation, vous ne verrez pas la différence**", assure-t-il. Mais, ajoute-t-il, "il faut faire attention que la panique ne s'empare pas des acteurs, avec des fermetures des frontières comme on l'a fait dans les années 1930".

PHILIPPE BURNY

GEMBLOUX AGRO-BIO-TEC

Pour limiter la magnitude du choc, la première clé est d'éviter d'aggraver la situation. En l'occurrence, "**les restrictions d'exportations doivent être évitées, elles exacerbent la volatilité des prix, limitent la capacité de tampon du marché mondial**", souligne la FAO.

À rebours de cette prescription, **l'Égypte a interdit ses exportations de blé pour trois mois**, pour limiter l'impact de la hausse des prix sur ses réserves. La mesure risque d'avoir un effet domino en reportant la crise sur des pays voisins qui ont moins de capacité de gérer la crise, avec de graves conséquences humanitaires alerte le groupe de recherche agricole international IFPRI.

Le Caire est loin d'être le seul à limiter ses exportations. **L'Argentine** l'a fait début mars pour l'huile et le tourteau de soja, dont elle est la première exportatrice mondiale. Et même au sein de l'Union européenne, **la Hongrie a arrêté ses exportations de blé – ce qui devrait lui valoir une procédure d'infraction** de la Commission européenne.

Le prix et la vitesse

D'autres États membres sont fébriles. **Le gouvernement bulgare a commencé à acheter blé, maïs et tournesol** pour assurer la sécurité alimentaire du pays l'an prochain. **En Irlande, comme en quarante**, le gouvernement a indiqué qu'il demandera aux agriculteurs de planter davantage de blé pour combler d'éventuelles pénuries.

Face à cette crise, l'Europe prépare **un plan d'urgence pour renforcer sa sécurité alimentaire**, alors qu'elle s'inquiète singulièrement de l'effet de la guerre sur la disponibilité de céréales pour l'alimentation animale et de fertilisants de synthèse. **L'Union importe notamment la moitié de son maïs d'Ukraine et le tiers de ses fertilisants de Russie** – sans parler de la Biélorussie, également sous sanctions. Et la perturbation des fournitures d'huile de tournesol ukrainiennes promet de toucher l'Union, deuxième importateur.

Les lobbies agricoles montent au créneau: "Nous devons pouvoir cultiver toutes les terres disponibles en 2022 pour compenser le bloc de production ukrainien et russe", plaide le puissant Copa-Cogeca. Et pendant que la Commission prépare des mesures de soutien au secteur, le débat s'anime au Parlement européen sur la manière de soutenir la production – de protéines végétales, notamment, dont l'Europe est lourdement dépendante pour alimenter son bétail. Les chrétiens-démocrates (PPE), qui forment le premier groupe dans l'hémicycle, veulent **que les agriculteurs**

puissent temporairement cultiver les surfaces d'intérêt écologique, y compris en utilisant des pesticides et fertilisants. Ils appellent à revoir les objectifs et l'échéancier de la stratégie européenne "de la ferme à la fourchette", qui fixe les objectifs en matière d'agriculture biologique et de réduction de pesticides, et demandent la suspension de toute nouvelle initiative législative dans ces domaines qui pourrait freiner la production. "Il y a une prise de conscience claire que **la sécurité alimentaire doit revenir au sommet de l'agenda**", estime Colm Markey, eurodéputé conservateur irlandais.

BENOIT BITEAU

EURODÉPUTÉ (LES VERTS)

À gauche, on dénonce une instrumentalisation de la guerre en Ukraine. "**Ça va très loin, il y en a même qui veulent suspendre les certifications bio pour un an**", déplore l'eurodéputé vert français Benoit Biteau, **pour qui le problème est monté en épingle dans une tentative, dit-il, remettre en selle le modèle productiviste du XX^e siècle.** "On est face à des prédicateurs d'apocalypse alimentaire, alors que si on y regarde de près, les stocks mondiaux suffiraient à satisfaire les besoins des zones de la planète très dépendantes qui ont des habitudes commerciales avec la Russie et l'Ukraine." Pour doper la production alimentaire européenne, estime-t-il en tout cas, réduire la production d'agrocarburants a plus de potentiel que la remise en culture des 4% de surfaces d'intérêt écologique.

En tout état de cause, souligne pour sa part Philippe Burny, "**la hausse des prix reste le meilleur incitant à la hausse de la production**, notamment parce qu'elle permet d'utiliser plus d'intrants, ou de cultiver des terres qui avaient été abandonnées parce que devenues non rentables quand le prix du blé a beaucoup baissé." L'Europe et les marchés mondiaux s'ajusteront, résume-t-il. La question est de savoir à quelle vitesse.

Dans l'immédiat, rien de décisif pour compenser la crise de l'offre de la mer Noire ne doit être attendu de nos latitudes, souligne l'IFPRI: 95% du blé produit en Union européenne et 85% de celui produit aux États-Unis est prévu à l'automne, ce qui laisse à ces régions peu de marge pour augmenter la production à court terme.

<https://www.lecho.be/dossiers/conflit-ukraine-russie/parer-l-onde-de-choc-russe-sur-l-alimentation-mondiale/10374731.html>